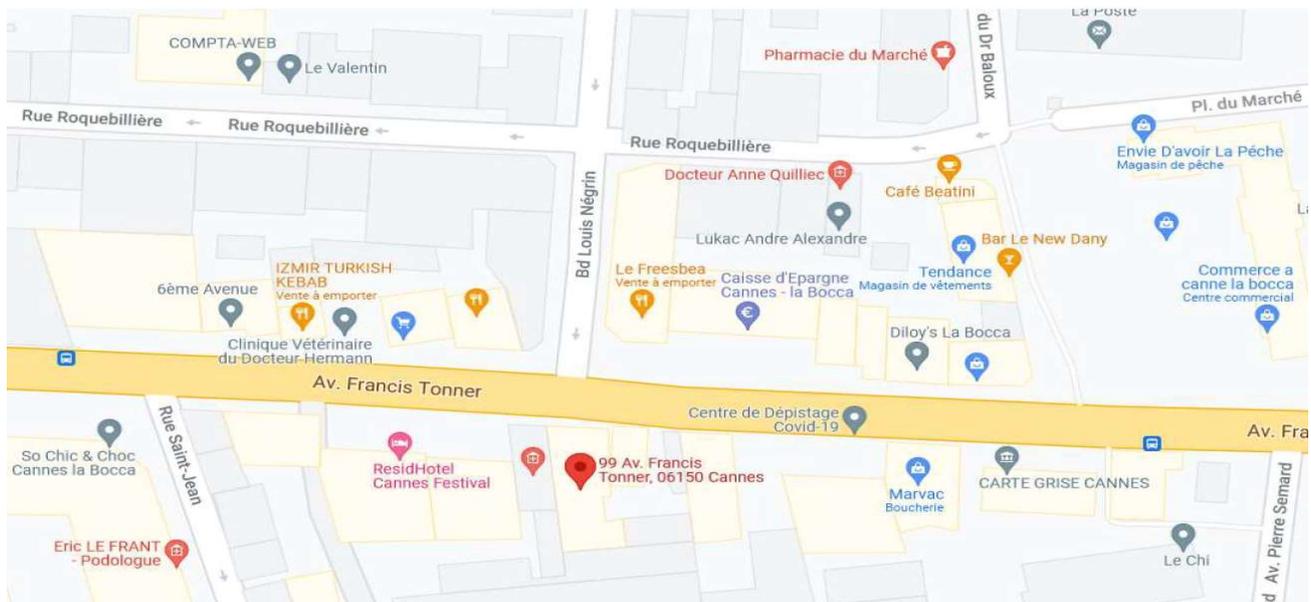




Ville de Cannes

**CAHIER DES CHARGES POUR
LA RETROCESSION D'UN DROIT AU BAIL
SIS 99 AV FRANCIS TONNER A CANNES LA BOCCA**





1) Contexte

Le maintien de la diversité et de l'attractivité commerciale, ainsi que le soutien aux activités économiques de la ville, sont des priorités de la Municipalité. Ils sont nécessaires au rayonnement et au développement de notre commune, mais aussi au maintien d'une vie de quartiers animée et d'offres commerciales diversifiées.

Les commerces et l'artisanat des centres villes sont confrontés à un environnement en constante mutation.

Ces dernières années, les modes de vie, les pratiques de consommation et de déplacement ont évolué de manière rapide et importante notamment avec l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Aussi, le maintien du commerce de proximité et la diversité commerciale dans les quartiers constituent un enjeu majeur tant au niveau économique qu'au niveau social. Ils sont générateurs de dynamique urbaine, de convivialité, d'animation économique et sociale.

Sur le centre de la Bocca, notamment, d'importants travaux ont été réalisés par la Mairie de Cannes et l'Agglomération Cannes Lérins à hauteur de 26,6 millions d'euros qui ont abouti à la revalorisation de la place Roubaud, de l'avenue Francis Tonner, de l'avenue Pierre Sémard ainsi que des rues adjacentes.

Ces travaux ont ainsi permis de moderniser et de sécuriser 55 000 m² d'espaces publics, de renforcer le stationnement et de proposer une offre de transport plus attractive, dans un objectif d'embellissement de la Bocca.

La seconde phase de travaux se poursuivra par la création d'une halle de marché, un pôle administratif regroupant une mairie annexe, des bureaux de poste, l'office du tourisme, un poste de police municipale et la création d'un parking souterrain de 374 places. 76 000 m² d'espaces publics seront alors traités.

Cette revalorisation du cœur de la Bocca s'inscrit dans la redynamisation impulsée par les aménagements structurants en cours de réalisation sur l'Ouest de la commune, avec l'embellissement du littoral boccassien « Boccabana » et le Technopole de l'image, l'ouverture d'un multiplexe cinématographique, d'un campus universitaire et d'un hôtel d'entreprises, en complément de la pépinière existante de Bastide Rouge.

La loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises et son décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007 relatif au droit de préemption des communes sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux, donnent la possibilité aux communes d'exercer un droit de préemption lors de la cession de fonds artisanaux, de commerce ou de baux commerciaux¹.

Cet outil foncier doit permettre aux communes de sauvegarder le commerce de proximité, de préserver la diversité de l'activité commerciale, et de promouvoir le développement et l'attractivité commerciale des quartiers dans des périmètres prédéfinis.

En application de ces dispositions, le Conseil Municipal, par délibération en date du 20 juin 2016, a instauré, après un avis favorable de la Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur et de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, deux périmètres de sauvegarde du commerce de proximité et de l'artisanat au sein desquels est institué un droit de préemption sur les cessions de fonds commerciaux ou artisanaux, ainsi que sur les cessions de baux commerciaux. Il s'agit des secteurs de Bocca Centre et de République.

Aussi, en vue de préserver la diversité commerciale et artisanale de ce quartier, la Mairie de Cannes a exercé son droit de préemption commercial à l'occasion de la cession du bail commercial du local situé 99 avenue Francis Tonner en novembre 2020.

L'article L.214-2 du Code de l'Urbanisme prévoit que la commune doit rétrocéder, dans un délai de deux ans à compter de la prise d'effet de la cession, le bail commercial, le fonds artisanal ou le fonds commercial à une entreprise immatriculée au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers en vue d'une exploitation destinée à préserver la diversité, à promouvoir et développer l'attractivité commerciale dans le périmètre concerné. Ce délai peut être porté à trois ans en cas de mise en location-gérance du fonds de commerce ou du fonds artisanal.

Ainsi, le présent cahier des charges a pour objectif de fixer les conditions de rétrocession du fonds de commerce.

Conformément aux dispositions de l'article R.214.11 du Code de l'Urbanisme, ce cahier des charges annexé à la délibération du Conseil Municipal en date du 13 février 2023 comporte les clauses permettant d'assurer le respect des objectifs de diversité de l'activité commerciale ou artisanale.

2) Description du bien

2. 1. Situation

Situé à l'Est du territoire communal et séparé du centre-ville par le massif de la Croix des Gardes, le quartier Bocca Centre a longtemps fonctionné comme un village avec ses commerces de proximité installés sur le linéaire de l'avenue Francis Tonner et de l'avenue Michel Jourdan, principaux axes de circulation. En accompagnement de cette activité commerciale diversifiée, de nombreux artisans se sont implantés en bordure de ces avenues et autour de la place Roubaud véritable cœur du quartier. En 2015, le quartier comptait ainsi 304 établissements recensés.

Riche des dernières réalisations municipales (première phase de la Ligne Palm Bus, Palais des Victoires, piscine du Grand Bleu, boulodrome Troncy) et avec la présence de nombreux équipements publics (mairie annexe, établissements scolaires, équipements sportifs, bureaux de poste, poste de police), le quartier présente une autre alternative à Cannes Centre, proche de ses habitants. La place du marché et ses espaces modulables offrent la possibilité d'importantes animations et manifestations.

¹ Ces textes ont par la suite été modifiés par la loi n°2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises, le décret n°2015-815 du 3 juillet 2015 relatif à la procédure d'attribution des contrats de revitalisation artisanale et commerciale et le décret n°2015-914 du 24 juillet 2015 modifiant certaines dispositions du Code de l'Urbanisme relatives au droit de préemption des communes sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce, les baux commerciaux et les terrains faisant l'objet de projets d'aménagement commercial.

Terre d'accueil d'une grande partie des opérations phares de la municipalité : Multiplexe, Bastide Rouge, Campus Universitaire, Boccacabana, aménagement de la place Roubaud, création d'une nouvelle halle de marché et d'un parking souterrain de 374 places, future cité de l'audiovisuel sur les terrains Ancelo Breda, et construction prochaine d'un hôtel 4*, le quartier dispose d'un fort potentiel de développement mais son équilibre reste fragile.

Pour maintenir l'activité commerciale dans le centre-ville, la Commune a ciblé le local sis au 99 avenue Francis Tonner, c'est-à-dire sur le principal axe de circulation, au cœur de Bocca centre et à deux pas de la place Roubaud.

De nombreux commerces de proximité sont présents aux alentours tels que des boulangeries, boucheries, primeurs, bijouterie, restauration rapide et services.

2. 2. Description du commerce

Le local est composé d'une surface de 4,90 m² en rez-de-chaussée et 4,44 m² en mezzanine.

Le local est disponible immédiatement et mis à disposition en l'état.

Un état des lieux contradictoire sera édité lors de la signature de l'entrée en jouissance.

3) Caractéristiques du bail commercial

Le bail commercial du 99 av Francis Tonner a été préempté en novembre 2020, pour un montant de 6 000 €. Nous proposons de le rétrocéder pour un montant de 1 000 € du fait du mauvais état du local et du changement de destination qui sera sans doute nécessaire. En effet, les activités autorisées par le précédent bail sont : « retouches coutures », mais aucun des porteurs de projet qui se sont déjà manifestés ne proposent cette activité.

3.1. Durée et conditions du bail initial

Durée : le bail commercial en cours a pris effet le 1er janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2021. Un nouveau bail sera proposé en fonction de l'activité retenue.

Destination du bail initial : les activités autorisées par le présent bail sont « retouches coutures ».

Les obligations principales du bail commercial sont : (jointes en annexe)

- 1) **Charges et conditions** : le preneur devra prendre les lieux dans l'état où ils se trouveront au moment de l'entrée en jouissance avec impossibilité d'exiger du bailleur la réfection, la remise en état ou des travaux quelconques, même ceux qui seraient nécessaires en raison de la vétusté ou de vices cachés. L'ensemble des réparations locatives restera à la charge du preneur sans réclamer d'indemnité ni de diminution de loyer. Le preneur a obligation de tenir les lieux loués en parfait état d'entretien et de fonctionnement (vitrines, volets, rideaux de fermeture du magasin, peintures intérieures et extérieures).
- 2) **Exploitation** : le preneur devra tenir la boutique constamment ouverte et achalandée, sauf fermetures d'usage. Le preneur ne pourra apposer sur la façade de la boutique aucune affiche ni aucun écriteau quelconque, autre qu'une enseigne portant son nom et la nature de son commerce.
- 3) **Révision de loyers** : le loyer sera révisable à l'expiration de chaque période triennale, dans les conditions prescrites par les dispositions du Code de Commerce concernant les loyers d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal. L'indice de référence pris en considération sera le dernier indice INSEE connu au troisième trimestre.
- 4) **Tranquillité** : le preneur ne devra pas troubler la tranquillité de l'immeuble et des voisins par le fait de son exploitation ou de ses employés / interdiction d'employer des machines et instruments qui produisent des bruits.

- 5) **Jouissance et réparations** : le preneur a obligation d'entretenir les lieux loués en bon état d'entretien, en ce compris la devanture et les fermetures. Les grosses réparations visées à l'article 606 du Code Civil restent à la charge du bailleur. Le preneur ne pourra faire dans les locaux, sans le consentement exprès et par écrit du bailleur, aucune démolition, aucun percement de murs ou de cloisons, ni aucun changement de distribution. Le bailleur autorise le preneur à effectuer tous les travaux nécessaires à l'embellissement du local, travaux de peinture, carrelage au sol, à ses frais.
- 6) **Mauvaises odeurs & risques** : le preneur aura l'interdiction d'entreposer des marchandises dégageant de mauvaises odeurs ou présentant des risques quelconques.
- 7) **Impôts** : le preneur devra acquitter la taxe foncière, la TEOM, les contributions personnelles et mobilières, les taxes locatives, la taxe de balayage, la contribution économique territoriale (cotisation foncière des entreprises et cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises).

3.2. Loyers et charges

Le loyer actuel est 2 760 € / an hors charges et hors taxes, soit un montant de 230 € H.T / mois.

L'occupant s'engage à supporter les charges locatives, notamment les charges d'eau, d'électricité, etc., auxquels les lieux occupés peuvent ou pourront donner lieu au prorata du temps d'occupation, les taxes et impôts (taxe d'habitation, taxes foncières, taxe d'enlèvement des ordures ménagères, cotisation foncière des entreprises) et toutes contributions, charges, prestations ou fournitures incombant au preneur.

Le montant du dépôt de garantie est de 460 €, soit 2 mois de loyer.

4) Conditions de la rétrocession

4. 1. Procédure

La procédure est encadrée par les articles L.214-1 et suivants et R.214-1 et suivants du Code de l'Urbanisme et les articles L.145-1 et suivants du Code du Commerce.

Conformément aux dispositions de l'article R.214-11 du Code de l'Urbanisme, ce cahier des charges, annexé à la délibération du Conseil Municipal en date du 30 septembre 2019, comporte les clauses permettant d'assurer le respect des objectifs de diversité de l'activité commerciale ou artisanale.

4. 2. Conditions liées à la nature de l'activité autorisée

- **Activité**

Etant donné que la décision de préemption a été motivée par des objectifs liés à l'attractivité et la diversité de l'activité commerciale, le repreneur choisi devra exercer dans le local une activité répondant aux critères de complémentarité et de diversité par rapport à l'offre existante, soit en termes de type de commerce, soit en termes de gamme de prix.

La destination commerciale à donner à ce local doit être adaptée à son emplacement. Il devra participer à la dynamique de ce secteur et offrir une vitrine commerciale attirante pour le chaland.

Afin d'assurer le respect des objectifs de diversité de l'activité commerciale, l'acte de cession du droit au bail comportera une clause qui prévoira une résiliation en cas d'inexécution par le cessionnaire des conditions citées ci-dessus.

- **Information préalable du bailleur**

Cette rétrocession est subordonnée à l'accord préalable du bailleur, dans les conditions énoncées par l'article L.214-2 du Code de l'Urbanisme.

En conséquence, lorsque le preneur sera désigné, le projet d'acte accompagné du cahier des charges sera transmis au bailleur, par lettre recommandée avec avis de réception. Le bailleur ne peut s'opposer au projet de rétrocession qu'en saisissant, sans un délai de deux mois, le Tribunal de Grande Instance. A défaut de saisine du juge dans le délai de deux mois, le bailleur est réputé avoir donné son accord sur la cession.

- **Valeur de rétrocession du droit au bail**

La valeur du bail commercial s'élève à un montant minimal de 1 000 € (mille euros), hors frais d'acte, les candidats sont libres de proposer un montant supérieur.

5) Conditions d'attribution

5.1. Dossier de candidature

Sous peine de rejet de l'offre, chaque candidat devra déposer un dossier de candidature comportant les pièces suivantes :

- une lettre de candidature indiquant les motivations de reprise de ce local ;
- le projet d'activité commerciale détaillé (concept, personnel, clientèle visée, tarifs pratiqués, horaires d'ouverture, plan de financement et garanties etc.) ;
- un curriculum vitae ;
- les justificatifs du savoir-faire et des qualifications professionnelles dans le domaine objet du bail ;
- une note détaillée des travaux et/ou améliorations envisagés ;
- un bilan d'activité N-1 pour les sociétés déjà créés et un business plan pour les sociétés à créer ;
- l'extrait Kbis de la société ou les projets de statuts dans l'éventualité où la société serait en cours de création ;
- l'inscription au répertoire du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou lorsque la personne physique ou morale est établie dans un autre état membre de l'Union Européenne un titre équivalent lui conférant ou lui reconnaissant la qualité de commerçant ou d'artisan ;
- une copie de la carte d'identité du candidat ;
- l'extrait du casier judiciaire afin de permettre à la Ville de s'assurer de l'absence d'incapacité pénale du candidat à la rétrocession.

Le dossier de candidature doit être accompagné du présent cahier des charges, signé et paraphé sur chaque page.

5.2. Dépôt du dossier de candidature

Les dossiers de candidature devront être envoyés en RAR ou déposés contre récépissé à la Mairie de CANNES selon date de l'avis de publicité, le cachet de la poste faisant foi.

L'enveloppe devra comporter la mention « Candidature rétrocession bail du 99 avenue Francis Tonner ».

Les offres sont à adresser à :

Monsieur le Maire
Hôtel de Ville
06400 Cannes

5.3. Informations et prise de rendez-vous pour visite du site :

Direction du Développement Territorial
3 rue des Fauvettes - 06400 CANNES
Tél : 04.97.06.49.08
commerce-artisanat@ville-cannes.fr

5.4. Les critères de sélection

Le choix du repreneur sera déterminé au regard des critères suivants :

- qualité de l'activité proposée au regard du dossier de candidature ;
- personnel recruté pour l'exploitation du local ;
- expérience et compétence du candidat ;
- capacités et garanties financières.

Les candidats pourront être invités à présenter leur dossier devant les responsables de la Ville. Les auditions et l'attribution seront effectives selon les échéances de début d'activité précitées.

Le dossier du candidat sélectionné sera soumis au vote du Conseil Municipal et fera l'objet d'une délibération.

Le candidat ainsi retenu sera informé de cette décision par lettre RAR.

Pour les candidats non retenus à l'issue de la procédure de sélection, un courrier leur sera notifié par lettre recommandée, dès que la Ville aura arrêté son choix.